

Arrêté temporaire N°2026-02-075

Objet : chaussée rétrécie et circulation alternée

La Maire de MONTLUEL,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;

Vu le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.5, R 411.8, R 411.25, R 417.4, R 417.9, R 417.10 et R417.11;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription absolue approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié et septième partie – marques sur chaussées – approuvée par l'arrêté interministériel du 16 février 1988 modifié) ;

Considérant que l'entreprise ALLCOMS TECHNOLOGIES, demeurant 432 Rue des Valets 01120 MONTLUEL et représentée par Madame Carole DAVID, doit effectuer des travaux de réparation d'une chambre télécom pour le compte d'INEO, sis **Avenue des Prés Seigneurs 01120 MONTLUEL**, et qu'il y a lieu d'assurer la sécurité publique et de réglementer la circulation.

ARRETE

ARTICLE 1 : Au droit des travaux, la chaussée sera rétrécie et la circulation des véhicules sera alternée par feux tricolores de chantier ou manuellement entre le 02/03 et le 21/03/2026 sur 1 jour, suivant l'avancement du chantier, dans la rue suivante :

- **AVENUE DES PRES SEIGNEURS**

Afin de faciliter le déroulement du chantier.

ARTICLE 2 : La signalisation de la présente réglementation sera mise en place par [le bénéficiaire de l'autorisation 48 heures avant le début des travaux](#), sous le contrôle de la police municipale.

ARTICLE 3 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera publié dans la Commune de MONTLUEL.

ARTICLE 5 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- M. le Major, commandant la brigade de gendarmerie de MONTLUEL,
- La Police Municipale,
- M. le Chef du Centre de Secours,
- Les Services Techniques de la commune,
- L'entreprise ALLCOMS TECHNOLOGIES.

Je certifie que le présent acte a été publié ou notifié selon les règlements en vigueur.

Fait à Montluel, le 24 février 2026.



La Maire, Anne FABIANO CONTIGLIANI